

L'OBSERVATOIRE DU DROIT À L'ALIMENTATION ET À LA NUTRITION



Renouer les liens entre
l'alimentation, la nature
et les droits humains
pour surmonter les crises
écologiques



SUPPLÉMENT

LE MONDE ACTUEL

La rapide propagation du coronavirus SARS-CoV-2 au début de l'année 2020 nous a rappelé que l'humanité dévaste la planète. La pandémie du COVID-19 nous oblige à réévaluer notre relation avec le reste du monde vivant dans un contexte de crises multiples interconnectées.

Le réchauffement climatique et la perte dramatique de diversité biologique sont des manifestations évidentes de la crise écologique qui menace l'humanité et la planète. Les écosystèmes locaux se dégradent à une vitesse jamais égalée. Ces phénomènes vont de pair avec une crise socio-économique marquée par l'augmentation des inégalités et la concentration des ressources entre les mains de quelques puissants. Ils s'accompagnent également de la destruction des tissus sociaux, provoquant ainsi migrations de masse, guerres et famines. D'autre part, la montée de l'autoritarisme et la polarisation politique exacerbent la violence à l'encontre des communautés et des peuples dans le monde entier, frappant en particulier les femmes et les hommes non-blancs.

En bref, il existe un lien étroit entre la façon dont nos sociétés (mal)traitent et exploitent à *la fois* l'humanité et la nature.

Les menaces actuelles pour notre existence sont nées d'une séparation artificielle entre l'humanité et le reste de la nature devenue évidente dès le début de la modernité. Cette séparation est à la base de la pensée et de l'action occidentale moderne – particulièrement depuis la « révolution » scientifique qui a secoué l'Europe aux seizième et dix-septième siècles. C'est à travers le capitalisme et le patriarcat qu'elle s'exprime avec le plus de force en tant que mode d'organisation de nos économies et nos sociétés où se perpétuent les inégalités. Le capitalisme est en effet construit sur le principe de la domination et de l'exploitation de la nature dans le but de faire du profit. Aussi, après avoir radicalement modifié le monde naturel, il poursuit son œuvre de destruction des écosystèmes.

L'impérialisme, le (néo)colonialisme, et la mondialisation ont imposé au reste du monde l'idée que le capitalisme peut faire de la nature ce que bon lui semble. Aujourd'hui, nous voyons apparaître les nouvelles frontières de cette exploitation : par le biais des économies « vertes » ou « bleues », la nature est redéfinie comme un ensemble de services écosystémiques dotés d'une valeur monétaire. La terre, l'eau, les forêts, les réserves de pêche et la biodiversité sont devenues des actifs qui permettent aux grandes entreprises et à la finance mondiale de faire des profits.

Cette séparation illusoire apparaît également dans la rupture entre le droit international relatif aux droits humains et le droit environnemental. Les textes fondateurs des droits humains ne se soucient guère de la nature, tandis que le droit environnemental méprise les droits des peuples et des communautés de protéger l'environnement. Toutefois, les évolutions récentes, tant en matière de droit environnemental que dans le domaine des droits humains, indiquent une prise de conscience accrue et une plus grande attention portée aux relations complexes entre les sociétés humaines et leurs environnements naturels. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DDPA) et la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (DDP) sont des jalons importants de cette évolution : elles réaffirment les liens étroits entre l'humanité et la nature.

AGISSONS!

Pour surmonter les crises profondes qui frappent actuellement l'humanité, nous devons dépasser la séparation entre les êtres humains et le reste de la nature. L'alimentation rend le lien qui nous unit à la nature particulièrement évident. A travers la consommation et la digestion de la nourriture, la nature se transforme en personnes. En outre, la production alimentaire et l'accès à une alimentation nutritive, saine et culturellement adéquate repose sur l'existence d'écosystèmes fonctionnels et biodiversifiés, ainsi que sur la capacité de l'humanité à coopérer avec les autres êtres vivants – plantes, animaux, insectes et micro-organismes. L'alimentation et ses valeurs sociales et spirituelles sont également des maillons essentiels du tissu social de nos communautés et, partant, des éléments constitutifs de notre nature humaine en tant qu'êtres sociaux. Une alimentation nutritive nous maintient en bonne santé et nous permet de nous défendre contre des menaces telles que agents pathogènes ou maladies, particulièrement en temps de pandémie.

RELIONS LES PROBLÈMES

Le réchauffement climatique, l'extinction de masse et la pandémie du COVID-19 nous indiquent que nous devons réorganiser les relations de nos sociétés avec la nature. Toutes ces crises sont étroitement liées et les solutions doivent être globales.

Les gouvernements actuels reconnaissent de plus en plus que la protection de la dignité humaine ne peut être dissociée de la préservation de la nature, et que la gestion durable des ressources naturelles, tout comme la promotion des connaissances, innovations et pratiques locales, sont des composantes fondamentales des solutions au changement climatique. Dans la foulée, les gouvernements commencent à admettre que les pratiques de gestion agroécologiques des peuples autochtones et des petits producteurs et petites productrices d'aliments apportent des contributions essentielles au bon fonctionnement des écosystèmes.

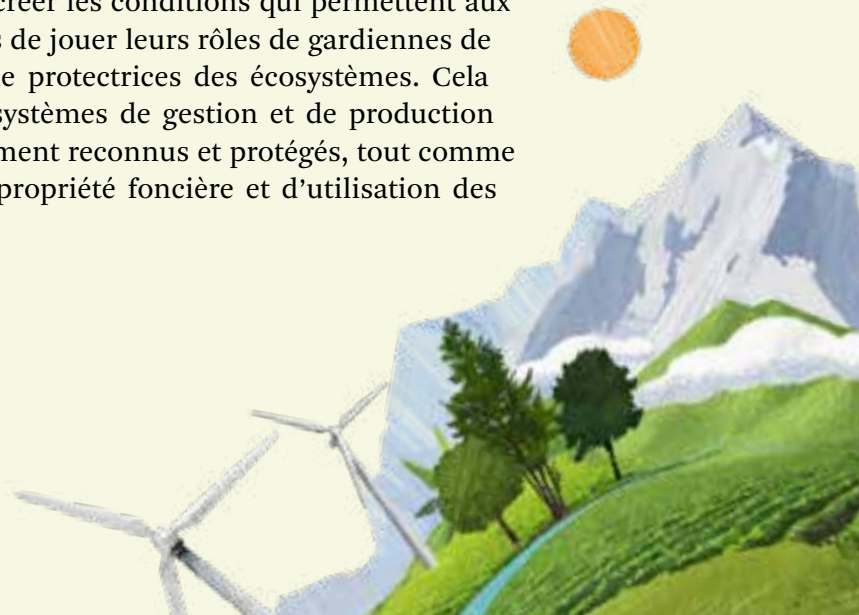
Ces progrès ont été possibles grâce aux pressions des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des organisations de la société civile. Mais nous devons aller plus loin ! Nos mouvements sociaux et organisations sociales doivent parler de changement climatique dans les luttes pour la terre; et

de la santé humaine lorsque nous nous battons pour la protection des écosystèmes. A titre personnel, vous pouvez unir vos forces à cet élan global et relier les pointillés en abordant ces sujets dans vos communautés et mouvements, avec votre famille et vos amis.

MOBILISONS-NOUS POUR PROTÉGER LES DROITS DES POPULATIONS RURALES

Pour dépasser la séparation entre l'humanité et la nature, il est essentiel de défendre les droits des peuples et des communautés qui savent comment protéger les écosystèmes. Il s'agit notamment des peuples autochtones et des petits producteurs et petites productrices d'aliments – les paysans et les paysannes, les petits pêcheurs et petites pêcheuses, les pastoralistes et les habitants des forêts. N'oublions pas que les femmes doivent être au centre de ce combat : un peu partout, elles sont encore victimes de discrimination structurelle et d'exclusion malgré leurs liens privilégiés avec les semences, la forêt et les plantes sauvages.

La DDP, la DDP et d'autres instruments internationaux nous permettent de réinterpréter les instruments actuels du droit environnemental et climatique sous l'angle des droits humains. Ce processus est indispensable pour braquer les projecteurs sur les droits des peuples, des groupes et des communautés qui dépendent directement du bon fonctionnement des écosystèmes. Si nous voulons contrer le changement climatique et le rapide déclin de la biodiversité, les dirigeant.e.s politiques et autres parties prenantes doivent créer les conditions qui permettent aux populations rurales de jouer leurs rôles de gardiennes de la biodiversité et de protectrices des écosystèmes. Cela signifie que leurs systèmes de gestion et de production doivent être pleinement reconnus et protégés, tout comme leurs systèmes de propriété foncière et d'utilisation des semences.



Vos mobilisations peuvent prendre différentes formes : participer à des manifestations populaires, prendre la défense des droits des peuples autochtones et des petits producteurs et petites productrices d'aliments, ou encore utiliser la DDP et de la DDPA pour impliquer les dirigeants politiques locaux et nationaux dans la lutte. Les progrès récents en matière de droit international et d'espaces de gouvernance – tels que le Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale – ouvrent de nouvelles voies propices au rapprochement entre les droits humains et les préoccupations écologiques. A tous les niveaux, les mouvements et les organisations doivent saisir ces occasions pour exiger l'adoption de politiques qui garantissent la santé des écosystèmes. La reconnaissance du droit humain à un environnement sain pourrait être un premier pas dans la bonne direction, puisque la nature – ou l'« environnement » - n'est dès lors plus réduite à un rouage fonctionnel « au service de notre survie ».

LUTTONS POUR LE CHANGEMENT

Le capitalisme ne peut pas continuer à faire de la nature ce que bon lui semble – du moins pas sans provoquer de profondes crises qui menacent la survie humaine. La seule issue est de radicalement transformer nos sociétés.

Nos systèmes alimentaires sont un point de départ idéal de cette transformation. Les organisations de petits producteurs et productrices d'aliments et de peuples indigènes proposent la souveraineté alimentaire comme outil de profonde remise en question des systèmes alimentaires et des rapports de force. La souveraineté alimentaire peut jeter les bases d'un vaste chantier de transformation radicale de nos sociétés, en particulier en favorisant l'économie locale et circulaire. Dans le contexte d'une crise écologique, l'agroécologie devient un facteur de changement crucial par le biais d'une production alimentaire en harmonie avec la nature. Cette approche innovante, fondée sur la coévolution des communautés humaines et de leurs environnements naturels, s'oppose à la domination, l'exploitation et la destruction de la nature inhérentes au système alimentaire industriel.



L'agroécologie va aussi beaucoup plus loin : elle remet en question les structures de pouvoir existantes et propose des moyens de dépasser l'exclusion et l'exploitation de certains groupes dans nos sociétés, en particulier les femmes, les peuples autochtones, les personnes de couleur ainsi que les paysans et les paysannes, les pastoralistes, les petits pêcheurs et petites pêcheuses et autres personnes vivant en milieu rural.

Nous devons placer l'agroécologie au coeur de notre stratégie de transformation de la société.

UNIFIONS NOS LUTTES

Les communautés rurales sont en première ligne des luttes pour la justice sociale. Les voix des mouvements sociaux de petits producteurs et petites productrices d'aliments, des mouvements des peuples indigènes et des organisations de la base se font entendre. Ils mettent en œuvre de vraies solutions, certaines anciennes, d'autres innovantes. De nouveaux mouvements apparaissent, ajoutant leurs voix aux luttes en cours, en particulier en faveur de la justice climatique. Les paysans et les paysannes se battent pour la terre et les semences, les pêcheurs et pêcheuses pour leurs territoires, les peuples autochtones pour l'autodétermination, les mouvements de jeunes pour une réduction radicale des émissions de gaz à effet de serre – si chaque lutte est unique, toutes sont liées.

Tous ces combats font la force des mouvements qui grandissent partout dans le monde. Les changements systémiques auxquels nous aspirons dépendent de notre capacité à embrasser cette diversité, à construire des alliances solides et à faire entendre les voix des peuples dans tous les espaces décisionnels.



MATIÈRE À RÉFLEXION

- Quelle est la relation de votre communauté avec l'alimentation et la nature ?
- Quel est l'impact de la destruction de la nature sur vous et votre communauté ? Quel est son impact sur les femmes en particulier ?
- Quel est le rôle du capitalisme, du patriarcat et du système alimentaire industriel dominant dans la destruction des écosystèmes ?
- A votre avis, quels sont les liens entre les systèmes alimentaires industriels et les crises écologiques et sociales ?
- La pandémie du COVID-19 produira-t-elle des changements politiques qui permettront de réconcilier les systèmes alimentaires, la santé humaine et les écosystèmes ?
- Quelles sont les relations entre les luttes pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, d'une part, et les combats pour la justice climatique et écologique, d'autre part ?
- Quelles actions concrètes devrions-nous entreprendre pour dépasser la séparation entre l'humanité et le reste de la nature ?
- Quelles sont les démarches concrètes que nous pouvons entreprendre dans nos communautés ou organisations pour déclencher une transformation ?
- Comment pouvons-nous construire des mouvements plus larges et plus puissants ?



C'est une publication phare du Réseau mondial pour le droit à l'alimentation et à la nutrition

Cette publication a été réalisée avec l'aide financière de la Commission européenne (CE). Les articles qu'elle contient engagent la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peuvent aucunement être considérés comme reflétant le point de vue de la CE.

RESPONSABLES DE LA PUBLICATION



Brot für die Welt
Allemagne

| **Auteur.e.s :** Philip Seufert, Alejandra M. del Rey, M. Alejandra Morena
| **Traduction en français :** Marie-Laurence Homburg
| **Mise en page :** Ian Davidson, Marcela Vida, Álvaro López et Liz Bravo



FIAN International
Allemagne

FINANCÉ PAR

- Commission Européenne (CE)
- Direction du Développement et de la Coopération (DDC-Suisse)
- FIAN International
- HEKS/EPER (Entraide protestante suisse)
- MISEREOR

OCTOBRE 2020

Pour en savoir plus sur *l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition* :
www.righttofoodandnutrition.org/fr/observatoire

Rejoignez-nous sur [Facebook](#)
et sur [Twitter](#) #RtFNWatch

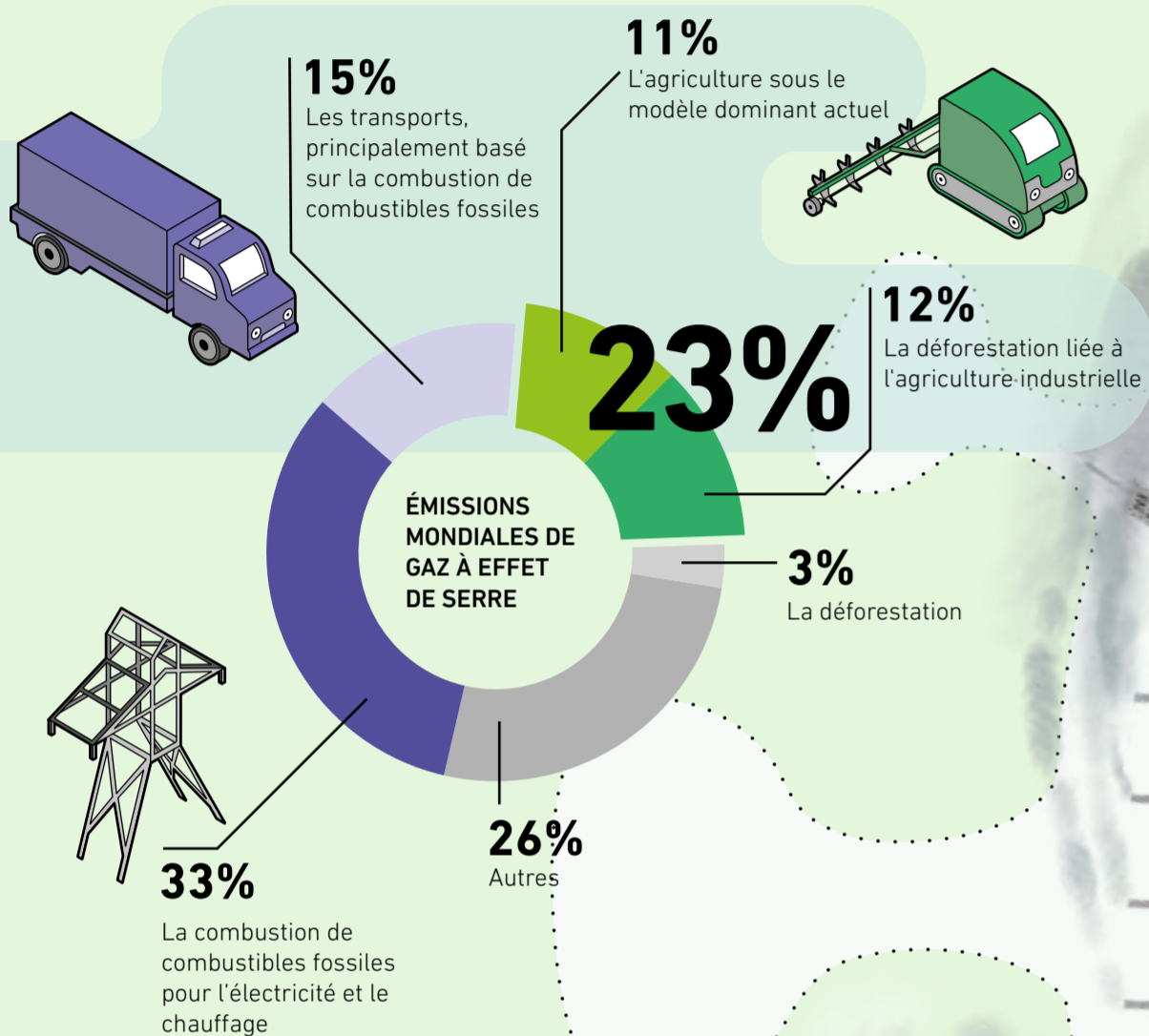




LES FACTEURS DES CRISES ÉCOLOGIQUES, ALIMENTAIRES ET DES DROITS HUMAINS

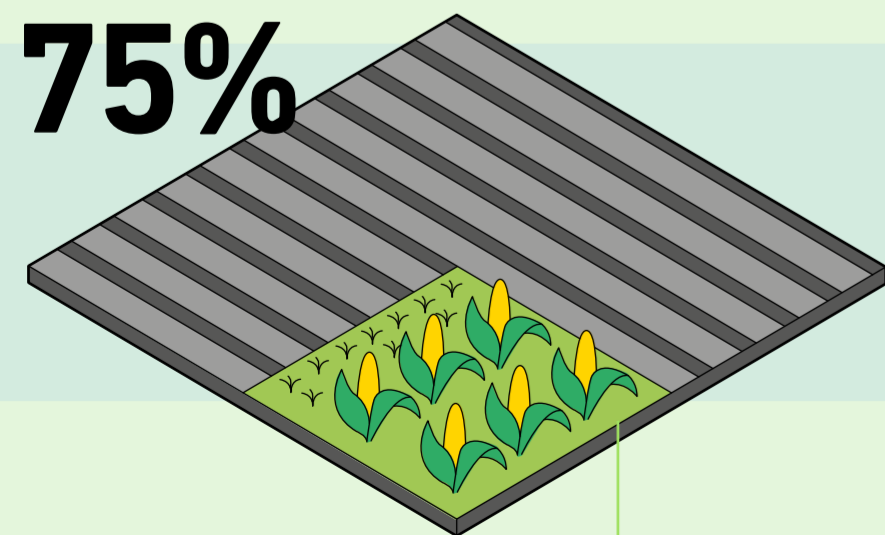
CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le modèle agricole dominant actuel est à l'origine de près d'un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

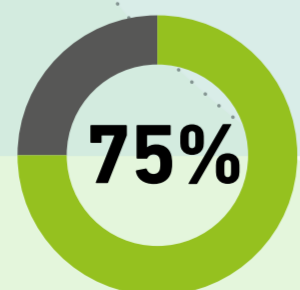


PERTE DE LA BIODIVERSITÉ

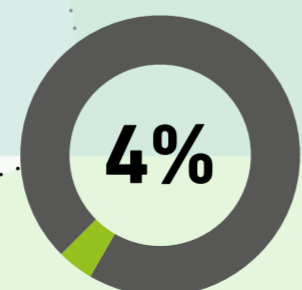
L'expansion de l'agriculture industrielle réduit considérablement la biodiversité.



Au cours du vingtième siècle, les trois quarts de la diversité phylogénétique ont été perdus, car les agriculteurs ont été contraints d'abandonner leurs multiples variétés locales pour des variétés génétiquement uniformes et à haut rendement



de la nourriture mondiale provient de seulement 12 plantes et 5 espèces animales



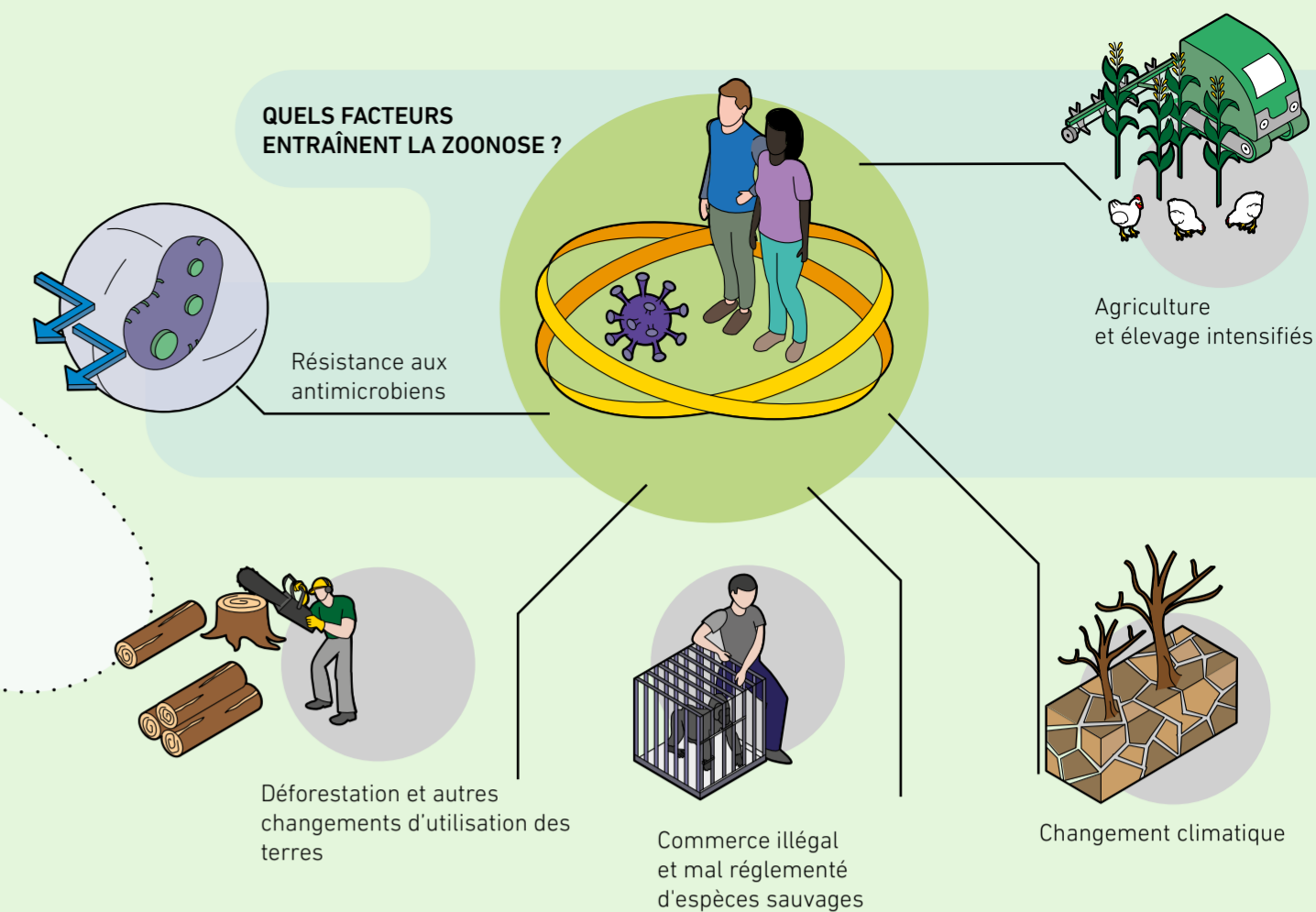
Sur les 250 000 à 300 000 espèces végétales comestibles connues, seules 150 à 200 espèces sont utilisées par les humains



Seuls trois aliments – le riz, le maïs et le blé – représentent près de 60% des calories et des protéines d'origine végétales obtenues par les humains

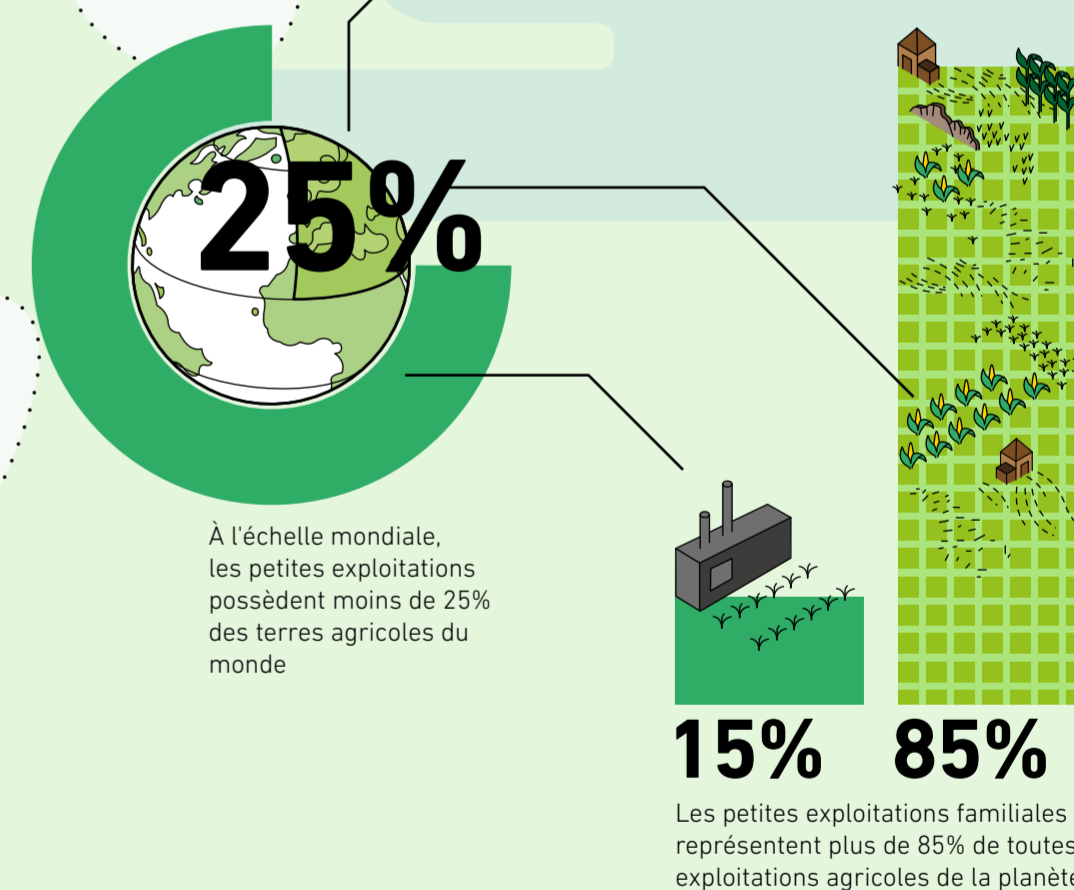
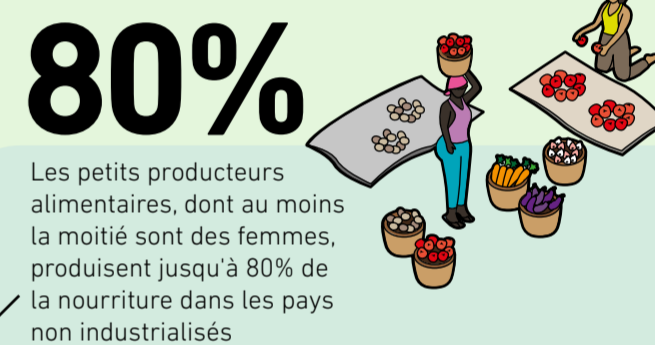
ZOONOSE & DÉSTRUCTION DE L'ÉCOSYSÈME

La destruction des écosystèmes par les activités extractives crée les conditions de l'émergence de nouvelles maladies. La pandémie COVID-19 en est le résultat direct et a mis à nu de profondes inégalités dans nos sociétés, frappant le plus durement les groupes marginalisés. Par conséquent, 121 millions de personnes pourraient être poussées à la famine cette année.



SAPER L'AGRICULTURE PAYSANNE

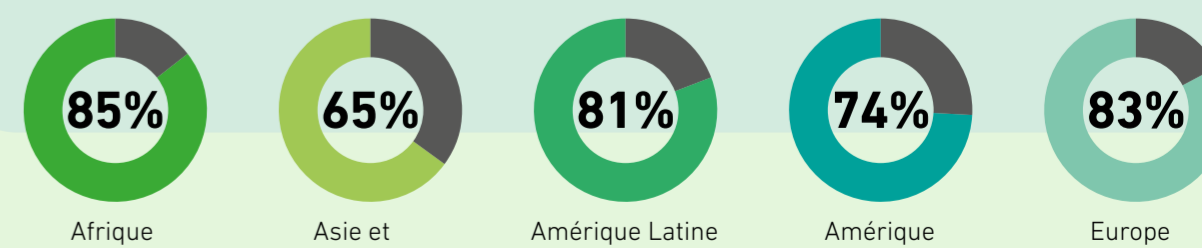
Les paysannes et paysans cultivent la biodiversité et protègent les écosystèmes.



ACCAPAREMENT DES TERRES

Partout dans le monde, de plus en plus de terres tombent entre les mains de quelques acteurs puissants. Dans un certain nombre de cas, la concentration des terres provient de l'époque coloniale. Aujourd'hui, l'accaparement et la financiarisation des terres aggravent les inégalités et entraînent la destruction des écosystèmes.

TERRES AGRICOLES AUX MAINS DE GRAND EXPLOITANTS OU PROPRIÉTAIRES AGRICOLES



OCTOBRE 2020

Pour en savoir plus sur l'Observatoire du droit à l'alimentation et à la nutrition : www.righttofoodandnutrition.org/fr/observatoire

Rejoignez-nous sur Facebook et sur Twitter #RtFNWatch

